

## Réunion des agents des SIP et SIE à la Cité administrative le 17 janvier 2020 : la partie de bonneteau continue ...

Toulouse, le 20 janvier 2020

Les liquidateurs de la DGFIP ont encore frappé... Quel mépris (encore) quand la direction crée soi-disant un SIP à St-Alban (mais ce n'est pas sûr...) et que les agents le découvrent dans La Dépêche, bien avant que le grand ordonnateur de la géographie revisitée de notre direction, qui a participé aux GT nationaux, rappelés-le, ne daigne en informer les personnels concernés. Il est visiblement plus rapide à écrire des rapports ou à faire des listes de grévistes qu'à informer les agents de leur avenir proche.



Nous rappelons à la direction notre attachement à la création d'un centre des Finances publiques de plein exercice en plus des implantations existantes dans le Nord Toulousain.

La direction a l'aplomb de vouloir nous faire croire que la décision n'est pas prise... Soit c'est vrai et on se demande comment elle peut faire preuve de tant d'amateurisme dans la gestion (avec des salaires de professionnels de haut niveau). Soit c'est faux et cela conforte le mépris et la manière dont on traite les agents !

La méthode est, hélas, classique. Le message comme outil de communication, la malhonnêteté comme levier, les suppressions d'emplois comme seule réelle motivation.

Le service public est bien loin des préoccupations de ces « gens là », plus enclins à une obéissance aveugle pour garantir une carrière, qu'à examiner la réalité d'un projet Darmanin qui, sous couvert du service public, détruit tout un maillage et tout un savoir faire acquis au fil de notre histoire. Détruire pour soi-disant moderniser. Ce discours est récurrent de la réforme du code du travail, aux retraites en passant bien sûr par la géographie revisitée.



La direction a tenté d'expliquer sur tous les sites que nous ne risquions rien, que tout ce qui était prévu était parfait et que l'intérêt supérieur du service public était préservé. Nous ne douterions pas de tout ça... si l'histoire récente ne nous avait pas montré une série de mensonges successifs.

La CGT a écrit à M. Perrin le 9 janvier et nous attendons toujours la réponse à notre courrier (<http://www.dgfip.cgt.fr/31/spip.php?article456>)

Les jours se suivent et se ressemblent. Que ce soit le gouvernement, notre ministère, nos direction générale ou locale, les personnels et leurs représentants, les citoyens et leurs revendications sont bafouées, méprisées voire réprimées violemment. Leur « dialogue » n'a plus rien de social et ce n'est que par la généralisation de la grève et des actions que nous arrêterons leur volonté de détruire notre modèle social et nos services publics.

- **Assemblées générales sur tous les sites où nous pouvons en organiser ;**
- **Participons aux multiples actions concernant les retraites, en grève ou par tous les moyens (plages variables, congés ...) ;**
- **Soyons massivement en grève jeudi 23 janvier, jour du CTL « suppressions d'emplois » et massivement présents au rassemblement à 12h rue de Lois, auquel sont conviés tous les secteurs en lutte ;**
- **Poursuivons la grève et la manifestation interprofessionnelle vendredi 24 janvier, jour de la présentation en conseil des ministres de la retraite par points.**